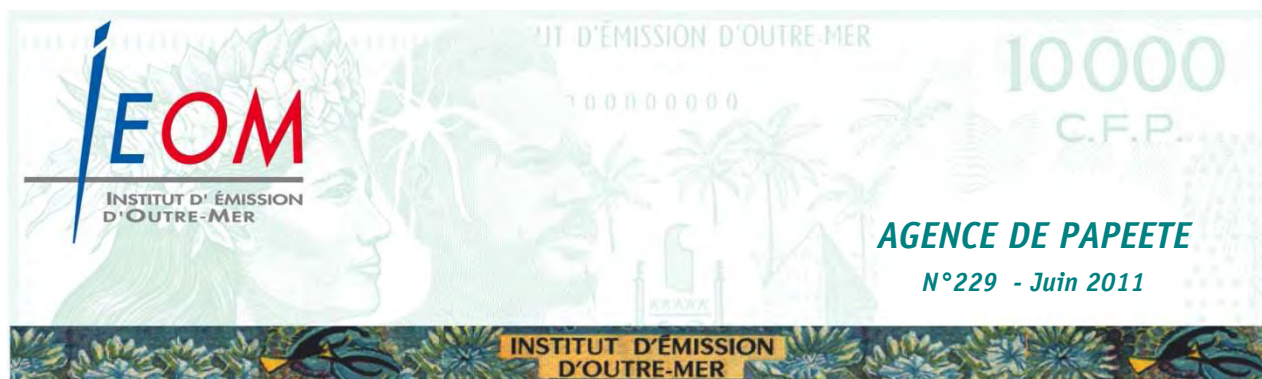


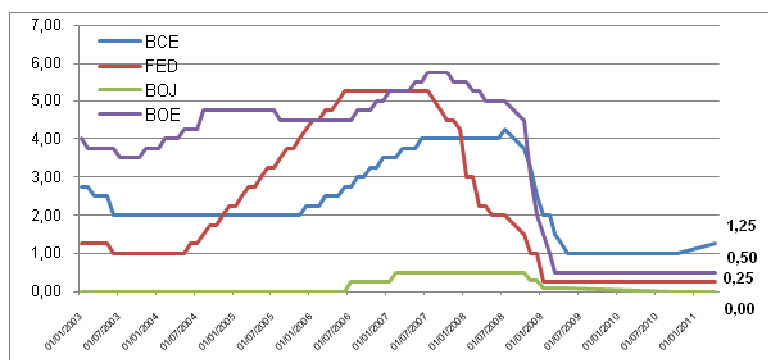


1 - Actualité nationale et internationale

Taux d'intérêt

La BCE maintient le statu quo monétaire

Le 9 juin 2011, le Conseil des gouverneurs de la Banque centrale européenne a décidé que le taux d'intérêt des opérations principales de refinancement de l'Eurosystème ainsi que le taux d'intérêt de la facilité de prêt marginal et de la facilité de dépôt resteront inchangés, à respectivement 1,25 %, 2 % et 0,50 %. Le Président de la BCE observe que « les données économiques récentes confirment la tendance positive de l'activité économique dans la zone euro dans un contexte d'incertitude toujours élevé, ainsi que la persistance de tensions à la hausse sur l'inflation liées principalement aux prix de l'énergie et des matières premières ».



Chômage

Baisse du nombre de demandeurs d'emploi en France sur un mois et léger recul du taux de chômage au premier trimestre 2011

En France métropolitaine, le nombre de demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits à Pôle Emploi s'établit à 2 669 100 fin avril 2011, soit une baisse de 0,4 % sur un mois en données CVS-CJO (- 10 900 personnes). Sur un an, ce nombre croît de 0,2 % (- 2,4 % pour les hommes et + 3,1 % pour les femmes) et le nombre de demandeurs d'emploi de plus de 50 ans inscrits en catégorie A augmente de 12,9 %. Selon les données provisoires publiées par l'INSEE, le taux de chômage au sens du Bureau international du travail (BIT) s'établit à 9,2 % de la population active métropolitaine au premier trimestre 2011, en baisse de 0,1 point par rapport au quatrième trimestre 2010. En incluant les DOM, il s'établit à 9,7 %.

Stabilité du taux de chômage dans la zone euro

Dans la zone euro, le taux de chômage corrigé des variations saisonnières atteint, selon Eurostat, 9,9 % en avril 2011, stable par rapport à mars. Il était de 10,2 % en avril 2010. Le taux de chômage dans les 27 pays membres de l'Union européenne s'est élevé à 9,4 % en avril 2011. Il était de 9,7 % en avril 2010.

Inflation

Haussé des prix en France

L'indice des prix à la consommation (hors tabac) en France augmente de 0,3 % sur un mois en avril 2011 ; sur un an, il croît de 2 %. L'inflation sous-jacente en France s'établit à 1,1 % en glissement annuel.

Léger recul de l'inflation dans la zone euro

Selon une estimation rapide d'Eurostat, le taux d'inflation annuel de la zone euro s'établirait à 2,7 % en mai 2011 contre 2,8 % en avril.

PIB

Progression du PIB plus forte en Europe qu'en France au premier trimestre 2011

Selon les estimations d'Eurostat, le PIB de la zone euro et celui de l'UE27 ont progressé de 0,8 % en volume au premier trimestre 2011 par rapport au trimestre précédent. Par rapport au premier trimestre 2010, le PIB corrigé des variations saisonnières a augmenté de 2,5 % dans la zone euro et dans l'UE27.

Selon les premiers résultats publiés par l'INSEE, le PIB français en volume progresse de 0,1 % au premier trimestre 2011 après 0,3 % au quatrième trimestre 2010.

Asie/Pacifique

La BoJ maintient le statu quo monétaire

Le Comité de politique monétaire de la Banque du Japon (BoJ) a décidé le 20 mai 2011 de laisser inchangé son principal taux directeur dans une fourchette comprise entre 0 % et 0,1 %. Le PIB du Japon a reculé de 0,9 % au premier trimestre 2011 par rapport au quatrième trimestre 2010, et de 3,5 % en rythme annuel. En avril 2011, la production industrielle du Japon a progressé de 1 % après la chute de 15,5 % au mois de mars à cause du séisme et du tsunami. Les prix à la consommation, hors produits frais, ont augmenté de 0,6 % sur un an en avril. Les dépenses de consommation des ménages ont baissé de 3 % en glissement annuel. Le taux de chômage est estimé à 4,7 % en avril contre 4,6 % au mois de mars. En avril 2011, les exportations ont reculé de 12,5 %, les importations ont crû de 8,9 % en glissement annuel et le déficit de la balance commerciale s'élève à 4 milliards d'euros.

Léger repli de l'inflation en Chine

En avril, la production industrielle chinoise a augmenté de 13,4 % sur un an. En avril 2011, l'indice chinois des prix à la consommation a augmenté de 5,3 % sur un an contre 5,4 % en mars. Les exportations et les importations ont augmenté respectivement de 29,9 % et de 21,8 % sur un an. L'excédent commercial a atteint 11,4 milliards de dollars au mois d'avril. Fin mars 2011, les réserves de change de la Chine s'élevaient à 3 045 milliards de dollars.

Actualité bancaire

1 - Projet de loi renforçant les droits, l'information et la protection des consommateurs

Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé des PME a présenté le 1^{er} juin 2011 en Conseil des ministres un projet de loi visant à renforcer la protection des consommateurs dans les principaux secteurs de la vie courante.

Le texte, élaboré à partir de l'analyse des 92 000 réclamations reçues par la DGCCRF (Direction générale de la concurrence, de la consommation et de la répression des fraudes) en 2010 et de consultations auprès des associations de consommateurs et des opérateurs économiques, comprend 25 mesures concernant notamment les télécommunications, l'immobilier, l'énergie, la santé et la dépendance, le commerce électronique, la distribution alimentaire, les clauses abusives ainsi que le renforcement des moyens d'action de la DGCCRF.

Le projet de loi devrait être examiné début juillet par la Commission des affaires économiques de l'Assemblée nationale pour une adoption définitive par le Parlement avant la fin de l'année.

Le document est disponible sur : <http://www.assemblee-nationale.fr/13/projets/pl3508.asp>

2 - Epargne logement

Le décret n° 2011-592 du 27 mai 2011 modifiant le régime de l'épargne logement en Polynésie française et en Nouvelle-Calédonie a été publié au Journal Officiel de la République du 28 mai 2011.

3 - Accès au crédit des EIRL

Le 31 mai 2011, Frédéric Lefebvre, secrétaire d'Etat chargé des PME et François Pérol, président de la Fédération bancaire française (FBF), ont signé une charte pour faciliter l'accès au crédit des EIRL (Entreprise Individuelle à Responsabilité Limitée).

Cette signature fait suite à la réunion de travail avec la Banque de France, la FBF, les représentants des principaux réseaux bancaires, OSEO, ainsi que les chambres consulaires, pour faire le point sur la mise en place opérationnelle du nouveau régime de l'EIRL, ainsi que les conditions d'accès au crédit de ces nouvelles formes d'entreprises individuelles.

La charte pour l'accès au crédit des EIRL ainsi que le Mini-guide Pro n°1, publié par la FBF, sont disponibles sur : www.fbf.fr

Dossier législatif

1 - Polynésie française

Le Sénat a adopté le 18 mai 2011 le projet de loi organique relatif au fonctionnement des institutions de la Polynésie française.

Le dossier législatif est disponible sur : <http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl10-452.html>

2 - Nouvelle-Calédonie

La ministre chargée de l'outre-mer a présenté en Conseil des ministres du 25 mai 2011, un projet de loi modifiant l'article 121 de la loi du 19 mars 1999 relative à la Nouvelle-Calédonie afin de lutter contre l'instabilité politique. Le texte a été déposé au Sénat selon la procédure accélérée.

Le dossier législatif est disponible sur : <http://www.senat.fr/dossier-legislatif/pjl10-554.html>

Publications

1 - Observatoire du financement des entreprises

Le premier rapport de l'observatoire du financement des entreprises est disponible en téléchargement sur :

<http://www.mediateurducredit.fr/site/Espace-presse/Espace-presse>

2 - Médiateur auprès de la FBF-

Le compte rendu d'activité du médiateur auprès de la FBF est disponible à l'adresse suivante :

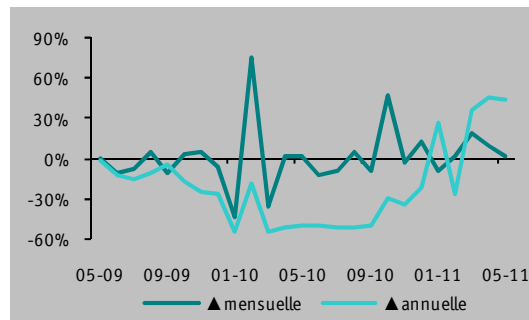
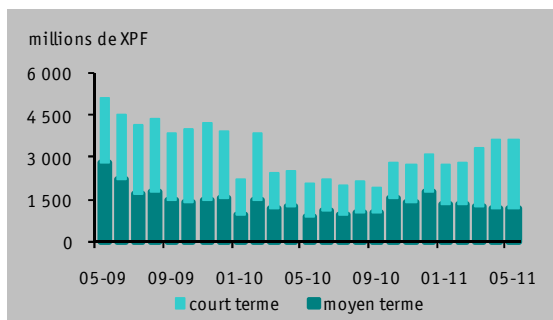
[http://www.fbf.fr/web/Internet2010/Content.nsf/DocumentsByIDWeb/8GJHTQ/\\$File/Rapport%202010%20Mediateur%20FBF.pdf](http://www.fbf.fr/web/Internet2010/Content.nsf/DocumentsByIDWeb/8GJHTQ/$File/Rapport%202010%20Mediateur%20FBF.pdf)

2 – Activités de l'Institut et suivi de place

Refinancement des établissements de crédit

Poursuite de la hausse du refinancement à court terme

en millions de F CFP	mai-10	avr-11	mai-11	▲/mois	▲/an
Utilisations à court terme	1 340	2 393	2 451	2,4%	82,9%
Utilisations à moyen terme	1 161	1 178	1 158	-1,7%	-0,2%
Refinancement total	2 501	3 571	3 609	1,1%	44,3%



Cotation

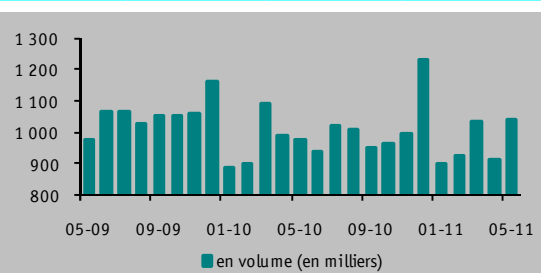
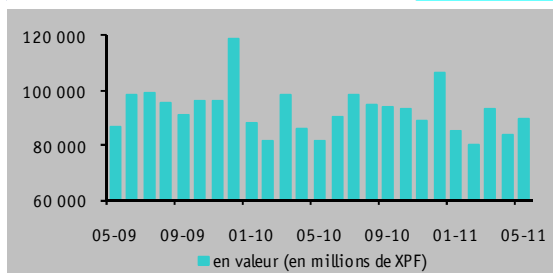
Augmentation sur le mois du nombre d'entreprises éligibles au réescompte

en nombre	mai-10	avr-11	mai-11	▲/mois	▲/an
Entreprises cotées :	5 639	6 766	6 816	0,7%	20,9%
dont ent. cotées sur doc. comptable valide	1 514	1 277	1 298	1,6%	-14,3%
Entreprises éligibles au refinancement IEOM	1 602	1 538	1 576	2,5%	-1,6%

Compensation

Progression en volume et en valeur sur le mois des valeurs échangées

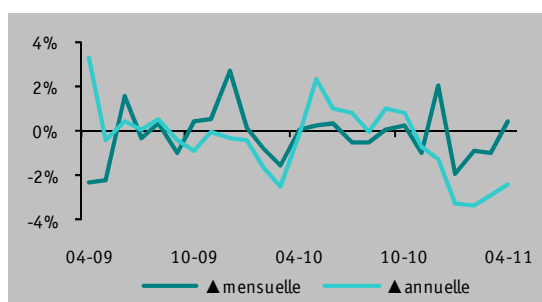
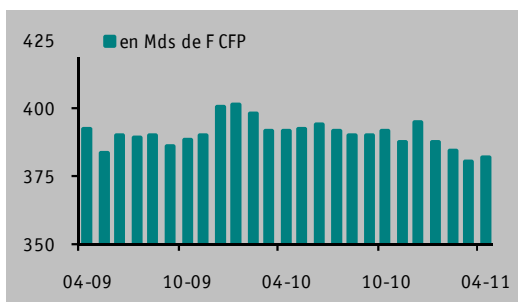
	avr-11	mai-11	▲/mois	Cumul 2011	▲ cumul/an
Nombre	913 711	1 040 416	13,9%	4 808 023	-0,5%
Montant (millions de F CFP)	83 861	89 737	7,0%	431 999	-0,9%



Masse monétaire

M3 renoue avec la croissance sur le mois

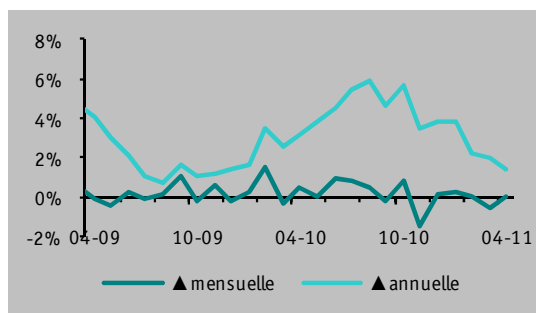
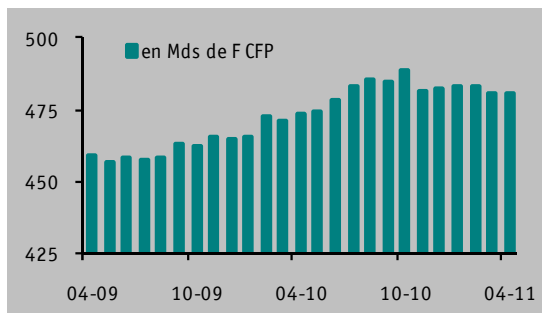
en millions de F CFP	avr-10	mars-11	avr-11	▲/mois	▲/an
Circulation fiduciaire	14 217	14 139	14 243	0,7%	0,2%
Dépôts à vue	150 146	145 660	155 820	7,0%	3,8%
Comptes sur livrets	110 932	107 294	106 714	-0,5%	-3,8%
Comptes d'épargne logement	221	291	299	2,6%	35,3%
Dépôts à terme	109 579	108 774	100 876	-7,3%	-7,9%
Autres	6 215	3 367	3 848	14,3%	-38,1%
Total M3	391 310	379 525	381 800	0,6%	-2,4%



Concours des banques locales à l'économie

Forte progression des créances douteuses brutes sur le mois

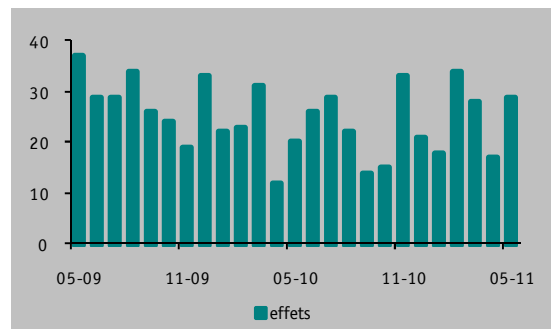
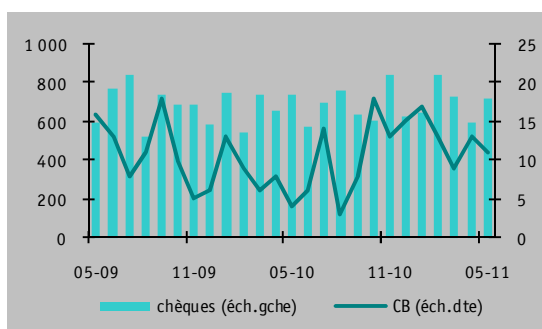
en millions de F CFP	avr-10	mars-11	avr-11	▲/mois	▲/an
Crédits de trésorerie	139 276	133 850	132 702	-0,9%	-4,7%
Crédits d'équipement	63 538	62 795	62 480	-0,5%	-1,7%
Crédits à l'habitat	154 463	155 314	156 002	0,4%	1,0%
Autres crédits	75 985	74 680	73 075	-2,1%	-3,8%
Créances dout. brutes	40 331	53 938	56 261	4,3%	39,5%
Total CCB	473 593	480 578	480 520	0,0%	1,5%



Incidents de paiement

Hausse sensible du nombre d'incidents de paiement en mai

en nombre	mai-10	avr-11	mai-11	▲/mois	▲/an
Incidents de paiements :	766	623	757	21,5%	-1,2%
- sur chèques	742	593	717	20,9%	-3,4%
- sur effets	20	17	29	70,6%	45,0%
- retraits de cartes bancaires	4	13	11	-15,4%	175,0%



Interdits bancaires

Baisse du nombre de personnes morales en situation d'interdit bancaire

en nombre	mai-10	avr-11	mai-11	▲/mois	▲/an
Interdits bancaires en fin de mois	3 865	3 636	3 632	-0,1%	-6,0%
- dont personnes physiques	3 415	3 203	3 209	0,2%	-6,0%
- dont personnes morales	450	433	423	-2,3%	-6,0%

3 – Brèves économiques locales

Investissements publics

Programme d'investissements de 4,7 milliards de F CFP pour le Port Autonome de Papeete pour 2011, 2012 et 2013.

Au cours du Conseil des ministres du 19 mai, les projets d'investissement du Port autonome de Papeete (PAP) ont été présentés pour les trois prochaines années. Si la construction de la gare maritime, dont la livraison est programmée pour la fin de l'année 2011, est le principal chantier actuel, le PAP prévoit de nombreuses opérations d'extension ou de rénovation d'ouvrages maritimes : construction d'un nouveau quai à Vaiare (Moorea), extension d'un quai de cabotage, rénovation d'équipements portuaires à Motu Uta (Papeete) et à la marina Taina (Punaauia) ainsi que l'équipement photovoltaïque de hangars du port de Papeete.

Ces projets représentent un investissement global de 4,67 milliards de F CFP, dont les liquidations seront échelonnées sur les années 2011, 2012 et 2013. Un nouveau schéma directeur d'aménagement est en cours de finalisation afin d'orienter les nouveaux programmes d'investissements pour la prochaine décennie.

Protection sociale

Allongement de la durée de cotisation des salariés et de l'âge de départ à la retraite anticipée.

L'Assemblée de la Polynésie française a voté le 20 mai deux nouvelles lois de Pays portant sur diverses dispositions relatives à la protection sociale généralisée (PSG). Afin d'endiguer le déficit de la branche retraite de la PSG, l'âge de départ à la retraite anticipée est désormais fixé à 52 ans, contre 50 ans auparavant, et la durée minimale de cotisation des salariés a été portée à 20 ans, contre 15 ans jusqu'à présent. Quant au plafond du taux de cotisation, il est passé de 15 % à 16,77 %.

Par ailleurs, afin de participer à la résorption du déficit de l'assurance maladie, ont été adoptées diverses mesures d'économie relatives à la prise en charge de certains frais et à l'assujettissement aux cotisations des salariés.

Economie

Seconde édition de la Semaine du microcrédit organisée par l'ADIE

L'Association pour le droit à l'initiative économique (ADIE) a organisé du 7 au 11 juin la Semaine du microcrédit, en collaboration avec des partenaires publics et privés. A l'occasion de la seconde édition de cet événement en Polynésie, l'ADIE a présenté son activité et les divers services d'accompagnement proposés aux créateurs d'entreprises.

Implantée en août 2009 en Polynésie, l'ADIE a, depuis sa création, financé et accompagné 207 entreprises, octroyant 244 microcrédits d'un montant global de 75 millions de F CFP permettant la création de 229 emplois. Forte de ce succès et s'inscrivant dans une volonté de se rapprocher des personnes vivant en milieu rural et éloignées des bassins d'emploi, l'ADIE, qui a déjà ouvert une permanence hebdomadaire à Taravao (presqu'île de Papeete), prévoit l'ouverture prochaine de trois antennes à Raiatea (Iles-sous-le-vent), Tubuai (Australes) et Hao (Tuamotu).

Fonction publique

Lancement des Assises du service public

Le gouvernement de la Polynésie française a organisé du 10 au 31 mai les Assises du service public. S'inscrivant dans le cadre du processus de refonte du service public, cette vaste concertation de toutes les composantes de la société polynésienne (société civile, acteurs publics et privés) s'est articulée autour de plusieurs thèmes : la redéfinition de choix stratégiques, la recherche d'une structuration générale plus pertinente, l'optimisation des moyens et des ressources du service public. Une restitution de ces travaux sera effectuée le 23 juin 2011.

Réforme de la loi électorale

Adoption du projet de loi organique de la Polynésie française

Le projet de réforme relatif au fonctionnement des institutions en Polynésie a été voté par le Sénat le 31 mai. Les sénateurs ont ainsi retenu le dispositif débattu en Commission des lois, prévoyant une circonscription unique, divisée en huit sections, avec une prime majoritaire de 33% appliquée pour la liste arrivée en tête sur l'ensemble de la Polynésie. Le seuil minimal requis pour le maintien des listes au second tour des élections a été fixé à 12,5 %. En outre, le Sénat a également voté un amendement pour fixer le nombre de ministres de sept à dix au maximum.

Par ailleurs, afin d'assurer la stabilité du gouvernement élu, les conditions de dépôt d'une motion de défiance ont été modifiées, cette dernière devant dorénavant être déposée par un tiers des représentants et réunir 3/5 des votes des élus pour être adoptée.

Le projet de loi doit être examiné par les députés de l'Assemblée nationale le 28 juin.

4 – Brèves économiques régionales

Nouvelle-Zélande : économie

Le dollar néo-zélandais atteint son plus haut niveau depuis 26 ans.

Depuis sa dérégulation en mars 1985, le dollar néo-zélandais a atteint son plus haut niveau début juin, à 0,83 dollar américain. Le renchérissement du kiwi s'explique par la publication de bons indicateurs économiques en

La hausse du kiwi s'explique aussi en partie par la faiblesse du dollar américain, qui se déprécie à mesure que la Réserve fédérale injecte des liquidités et alors que la relance de l'économie américaine s'avère moins rapide que prévue.

Taux de chômage stable en avril

Les indicateurs de référence

[illegible]

5 - Les taux

TAUX DIRECTEURS DE LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE		
	taux	date d'effet
taux de la facilité de dépôt	0,50%	13/04/2011
taux d'intérêt appliqué aux opérations principales de refinancement	1,25%	13/04/2011
taux de la facilité de prêt marginal	2,00%	13/04/2011

TAUX D'INTERVENTION DE L'INSTITUT D'ÉMISSION D'OUTRE-MER			
	date d'effet	taux	taux de sortie maximum applicables aux crédits pour accès au réescompte
taux de la facilité de dépôt	27/05/2010	0,25%	
taux de réescompte des crédits aux entreprises	19/05/2009	1,25%	4,00%
taux de réescompte des prêts bancaires au logement	01/08/1996	3,00%	5,80% à 6,25% (Taux SGFGAS à partir du 01/04/2011)
taux de la facilité de prêt marginal	13/04/2011	2,00%	
taux de l'escompte de chèques	13/04/2011	2,00%	

TAUX D'INTÉRÊT EN FRANCE ET DANS LE MONDE					
taux d'intérêt en fin de mois					
	31/05/2011	29/04/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
EONIA	0,9530%	1,4200%	- 0,467 pt	0,8170%	+ 0,136 pt
EURIBOR 1 mois	1,2280%	1,2370%	- 0,009 pt	0,7820%	+ 0,446 pt
EURIBOR 3 mois	1,4330%	1,3850%	+ 0,048 pt	1,0060%	+ 0,427 pt
EURIBOR 6 mois	1,7120%	1,6750%	+ 0,037 pt	1,2270%	+ 0,485 pt
EURIBOR 12 mois	2,1380%	2,1320%	+ 0,006 pt	1,5070%	+ 0,631 pt
taux de base bancaire					
				taux	date d'effet
				6,60%	15/10/2001
				7,10%	01/07/2009
taux d'intérêt légal					
				taux	JORF
				0,38%	03/02/2011
				0,65%	11/02/2010

taux d'intérêt en moyenne mensuelle					
	31/05/2011	29/04/2011	Var. M-1	fin 12/10	Var. fin 08
TEMPE	1,0230%	1,0016%	- 0,049 pt	0,4902%	+ 0,463 pt
EURIBOR 1 mois	1,2430%	1,1290%	+ 0,114 pt	0,8110%	+ 0,432 pt
EURIBOR 3 mois	1,4240%	1,3220%	+ 0,102 pt	1,0220%	+ 0,402 pt
EURIBOR 6 mois	1,7060%	1,6220%	+ 0,084 pt	1,2510%	+ 0,455 pt
EURIBOR 12 mois	2,1470%	2,0870%	+ 0,060 pt	1,5260%	+ 0,621 pt
TMO	3,7800%	3,9500%	- 0,170 pt	3,5900%	+ 0,190 pt
TME	3,5800%	3,7500%	- 0,170 pt	3,3900%	+ 0,190 pt
TRBOSP	3,6800%	3,9000%	- 0,220 pt	3,6500%	+ 0,030 pt
Définitions					
EONIA: Euro OverNight Index Average					
TEMPE: moyenne mensuelle de l'EONIA					
EURIBOR: EUR. InterBank Offered Rate					
TMO: taux moyen des obligations publiques (source: CDC)					
TME: taux moyen des emprunts d'Etat à long terme (source: CDC)					
TRBOSP: taux de rendement brut des obligations du secteur privé (dernier vendredi du mois)					

taux des euro-monnaies								
devise	USD			JPY			GBP	
date	31/05/2011	29/04/2011	31/12/2010	31/05/2011	29/04/2011	31/12/2010	31/05/2011	29/04/2011
taux JJ	0,130%	0,170%	0,230%	0,095%	0,160%	0,080%	0,580%	0,490%
3 mois	0,410%	0,190%	0,476%	0,350%	0,180%	0,110%	0,900%	0,865%
10 ans emprunts phares	3,090%	3,340%	3,310%	1,160%	1,200%	1,120%	1,160%	3,470%

TAUX DE L'USURE (seuils applicables à partir du 1er avril 2011)			
Prêts aux particuliers	seuil de l'usure	Prêts aux personnes morales n'ayant pas d'activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	seuil de l'usure
Prêts immobiliers		Prêts consentis en vue d'achats ou de ventes à tempérament	9,12%
Prêts à taux fixe	5,61%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux variable	5,01%
Prêts à taux variable	5,01%	Prêts d'une durée initiale supérieure à deux ans, à taux fixe	5,77%
Prêts relais	5,99%	Découverts en compte (1)	13,77%
Autres crédits aux particuliers (applicables du 1er mai au 30 juin 2011)		Autres prêts d'une durée initiale inférieure ou égale à deux ans	5,65%
Prêts d'un montant inférieur ou égal à 181 862 XPF	21,47%	Prêts aux personnes physiques agissant pour leurs besoins professionnels et aux personnes morales ayant une activité industrielle, commerciale, artisanale, agricole ou professionnelle non commerciale	
Découverts en compte, crédits renouvelables et financements d'achats ou de ventes à tempérament	19,53%		
Prêts et autres prêts	8,03%	Découverts en compte (1)	13,77%

(1) y compris commission du plus fort découvert

TAUX DE CHANGE								
Parité XPF/ EUR : 1000 XPF = 8,38 EUR								
Dernier cours fin de mois	1 USD/XPF	82,9557	1 NZD/XPF	68,2325	1 HKD/XPF	10,6664	1 GBP/XPF	136,8483
100 JPY/XPF	1 AUD/XPF	88,3677	1 SGD/XPF	67,2140	100 VUV/XPF	90,5936	1 FJD/XPF	47,3633